

La France "très préoccupée" par les violations des droits de l'Homme au Burundi

@rib News, 24/02/2016 â€“ Source Xinhua La France est "très préoccupée" par les violations des droits de l'Homme et les actes de violence au Burundi, dans la capitale comme en province". Elle condamne les attaques à la grenade qui frappent "presque chaque jour" la population civile de Bujumbura, a déclaré mercredi le porte-parole du ministre français des Affaires étrangères, Romain Nadal lors d'un point de presse. La France salue l'engagement du secrétaire général des Nations Unies qui s'est rendu sur place le 23 février, ainsi que les annonces faites à cette occasion par le président burundais Pierre Nkurunziza "dans le sens du dialogue et des mesures de confiance". La France restera attentive à ce que ces engagements soient "pleinement tenus et rapidement suivis d'effets concrets", a ajouté le porte-parole français.

La France soutient les efforts de l'Union africaine et souhaite que la mission des chefs d'État (Afrique du Sud, Éthiopie, Gabon, Mauritanie et Sénégal) au Burundi les 25 et 26 février "contribue à renforcer la dynamique d'un processus politique reposant sur le dialogue", a précisé M. Nadal. "Nous sommes mobilisés pour accompagner les efforts de dialogue, notamment au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, dans le cadre de la Constitution burundaise et de l'accord d'Arusha", a conclu le porte-parole. Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, en visite au Burundi, a déclaré mardi à Bujumbura que l'ONU fera "tout son possible" pour faciliter un règlement pacifique de la crise burundaise. Au terme d'un entretien avec le président burundais Nkurunziza, M. Ban a déclaré que les discussions "ont été sincères et productives", particulièrement au sujet des problèmes auxquels le Burundi fait face actuellement. Le Burundi traverse une crise politico-sécuritaire depuis avril 2015 sur fond de processus présidentiel, après que M. Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, eut décidé de briguer un troisième mandat. La crise, marquée par des violences, un coup d'État avorté ainsi que des attaques à la grenade, pousse de nombreux Burundais à se réfugier dans des pays voisins, dont le Rwanda. Bujumbura accuse Kigali d'entraîner des opposants burundais pour déstabiliser le régime du président Nkurunziza.